



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant prolongation de 10 ans  
à la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS  
pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires  
sur le territoire de la commune de PONT A MOUSSON**

**n° 2026-0070**

**Aiot: 0006205781**

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 , R. 181-46 et R. 181-49 ;

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2017-2042 du 20 juin 2019 autorisant la société GSM à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire sur le territoire de la commune de PONT A MOUSSON ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2022-0564 du 07 juin 2023 autorisant la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (HMFG-ex GSM) à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire sur le territoire de la commune de PONT A MOUSSON ;

**Vu** la demande de la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (HMFG) en date du 16 juin 2025 relative à la prolongation d'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaire sur le territoire de la commune PONT A MOUSSON ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées 2025\_0599 du 17 novembre 2025 proposant l'organisation d'une consultation du public selon les modalités de l'article L.123-19-2,

**Vu** l'avis d'ouverture en date du 16 septembre 2025 de la consultation publique du 26 novembre au 11 décembre 2025 inclus ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2026\_024 en date du 19 février 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 23 février 2026 ;

**Vu** les observations quant à ce projet d'arrêté préfectoral formulées par la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (HMFG) par courriels du 23 février 2026 et du 17 mars 2026;

**Considérant** que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, portée par la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (HMFG) à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 16 juin 2025 est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le remblaiement de la surface restant à réaménager est réalisé avec des fines de décantation et des matériaux externes inertes compatibles à une réhabilitation du terrain dans le cadre d'un usage agricole ;

**Considérant** que cette demande n'est pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

**Considérant** que cette demande n'a fait l'objet d'aucune observation lors de la consultation du public ;

**Considérant** que cette demande de prolongation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2017-2042 du 20 juin 2019 modifié autorisant la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (HMFG) (ex-GSM) à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire sur le territoire de la commune de PONT A MOUSSON ;

**Considérant** que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire sur la commune de PONT A MOUSSON, aux lieux dits « Pré Palette et Pré Saint Georges », octroyée à la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (HMFG) par l'arrêté préfectoral 2017-2042 du 20 juin 2019 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire 2022-0564 du 07 juin 2023, est prolongée jusqu'au **20 décembre 2035**.

Au cours de cette période, aucune extraction de matériaux n'est effectuée. La durée de prolongation est réservée :

- au remblaiement des bassins situés sur les parcelles référencées dans le tableau ci-dessous ;
- à la remise en état finale de l'ensemble des autres parcelles.

### Bassin actuel :

Section	Lieu-dit	N° de parcelle	Surface en remblaiement
Y	Pré Saint Georges	667	9108
Y	Pré Saint Georges	669	17 710
Y	Pré Palette	32	1937
Y	Chemin rural du Voison	-	102
TOTAL			28 857 m <sup>2</sup>

### Nouveau bassin en remblaiement :

Section	Lieu-dit	N° de parcelle	Surface en remblaiement
Y	Pré Saint Georges	764	381
Y	Pré Saint Georges	667	326
Y	Pré Saint Georges	782 (ex.668)	8 187
Y	Pré Saint Georges	669	2 772
Y	Pré Palette	31	1 264
Y	Pré Palette	32	11 542
Y	Chemin rural du Voison (**)	-	714
TOTAL			25 186 m <sup>2</sup>

### Article 2 : Garanties financières

Le montant des garanties financières fixées par phase quinquennale à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2022-0564 du 07 juin 2023 est modifié et remplacé comme suit :

- première phase : **251 132 €**
- deuxième phase : **251 132 €.**

### Article 3 : Modalités de remblaiement

Le comblement du bassin pour la surface restante de 25 186m<sup>2</sup> à aménager se fait par les argiles de décantation provenant de l'installation de traitement exploitée par la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS sur le territoire de la commune de PONT A MOUSSON et l'apport de matériaux externes inertes limités aux codes déchets :

- 17 05 04 : terres et cailloux ;
- 20 02 02 : terres et pierres.

Ces remblais inertes externes seront placés au-dessus de la couche d'argile de décantation afin d'en assurer la portance nécessaire à la stabilité des terrains après remblaiement dans les conditions suivantes :

- épaisseur de 1,60 m en moyenne;
- volume annuel de 4000 m<sup>3</sup> en moyenne ;
- volume total sur 10 ans de 40 000 m<sup>3</sup>.

Il est effectué sur les parcelles citées à l'article 1 du présent arrêté.

Ces nouvelles dispositions se substituent aux dispositions de l'article 10.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2017-2042 du 20 juin 2019 relatif à l'acceptation des matériaux inertes extérieurs pour le remblaiement de la carrière, uniquement pour la surface restant à réaménager.

#### **Article 4 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 5 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

#### **Article 6 : Exécution et publicité de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS (HMFG)

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Pont-à-Mousson

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le

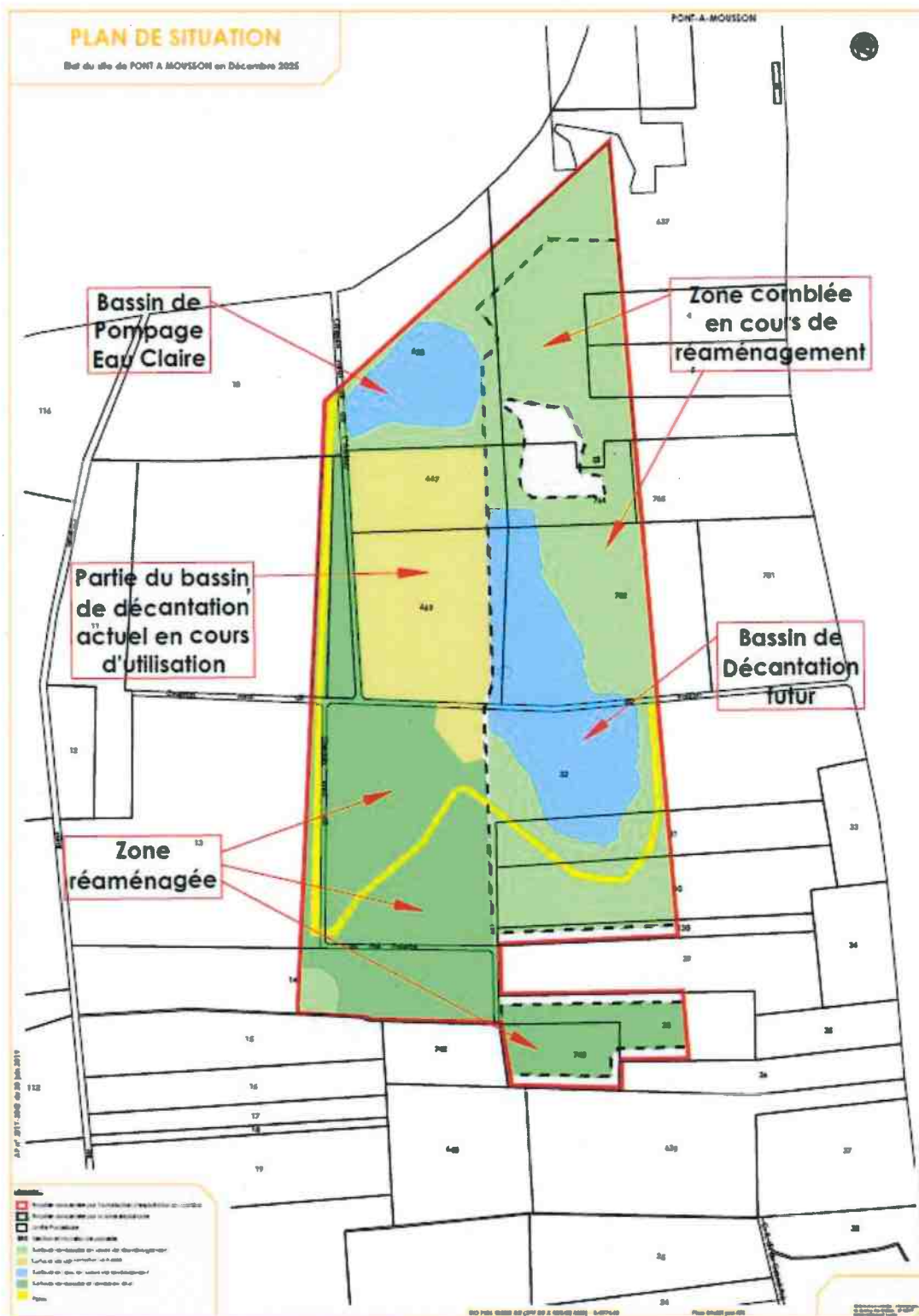
**31 MARS 2026**

Le Préfet  
Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général  
Frédéric CLOWEZ

Vu pour être annexé à notre arrêté  
en date du ce jour  
NANCY, le

**ANNEXE 1 : plan des installations**

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général  
Frédéric CLOWEZ

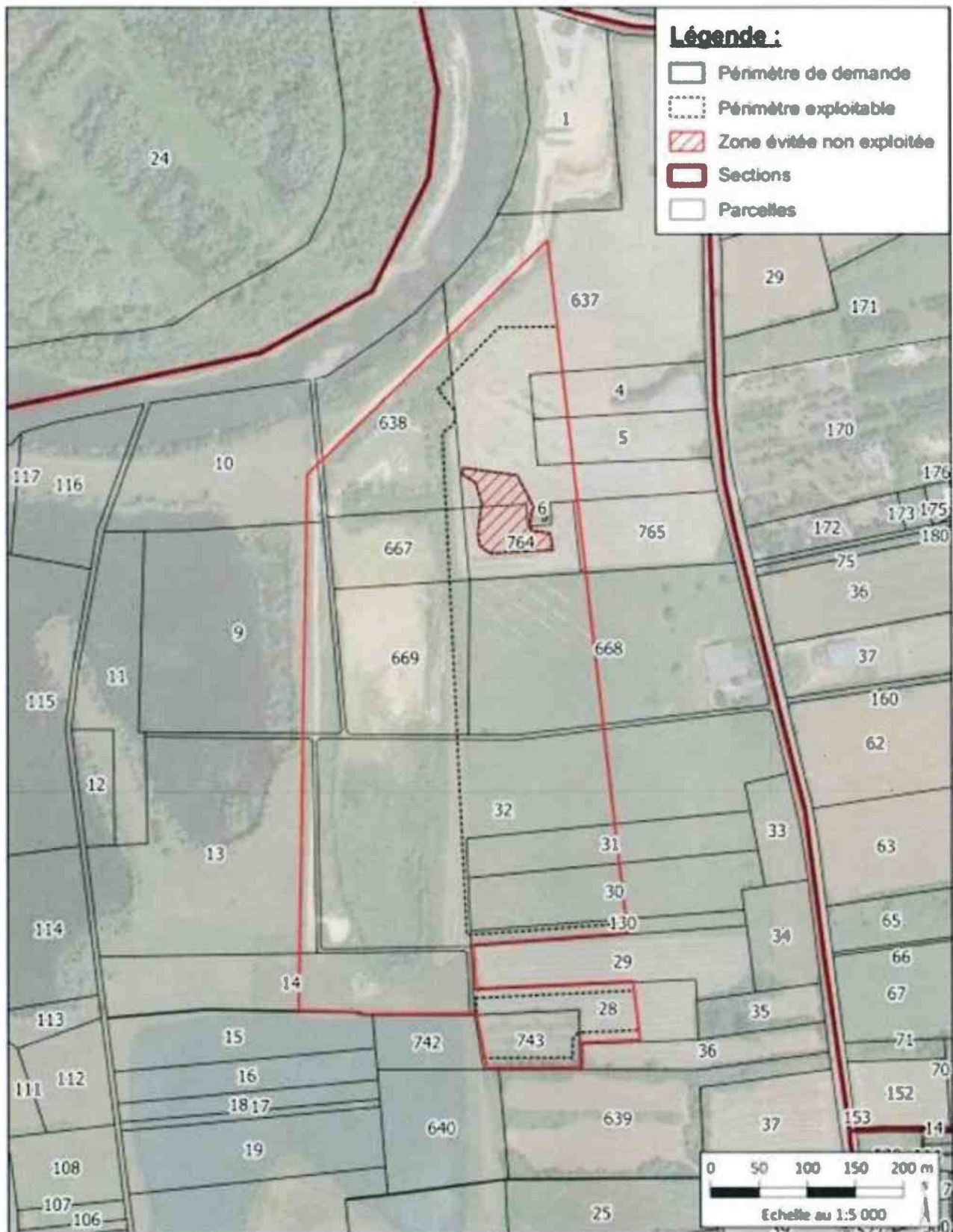


Vu pour être annexé à notre arrêté  
en date de ce jour  
NANCY, le

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ

**ANNEXE 2 : plan des parcelles cadastrales**





**ANNEXE 3 : planche des garanties financières**

et par délégation,  
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ

Vu pour être annexé à notre arrêté  
en date de ce jour  
NANCY, le

